

PROCÉDURE DE CONTRÔLE DE CONFORMITÉ DES VÉHICULES NEUFS

Le grand cafouillage

Les désagréments occasionnés aux acquéreurs de véhicules neufs suite à l'institution d'un contrôle technique de conformité sont le résultat d'un manque de coordination entre plusieurs départements ministériels. Cette procédure, imposée par le ministère de l'Intérieur, est inapplicable en l'absence de normes techniques propres à l'Algérie.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - En faisant cavalier seul, le département de Yazid Zerhouni a provoqué un véritable blocage dans le marché de l'automobile. En plus des désagréments causés aux acquéreurs de véhicules, la note du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales imposant un contrôle de conformité a eu des répercussions sur les ministères du Commerce, des Transports et de l'Energie et des Mines.

«Nous ne connaissons pas les motivations exactes du ministère de l'Intérieur», a reconnu Tahar Messaoud-Nacer, sous-directeur de la circulation routière au ministère des Transports qui était, hier matin, l'invité de la Chaîne III.

La situation a atteint une ampleur telle qu'elle a nécessité, hier, la tenue d'une réunion entre les services des quatre ministères.

«Nous nous réunissons pour tenter de dégager une solution conjointe entre les différents

acteurs. Cette rencontre a été provoquée par le département de l'énergie et des mines qui est chargé du contrôle technique des véhicules», a-t-il souligné.

Tahar Messaoud-Nacer a tenté d'expliquer les raisons de cette mesure. «Le véhicule importé par le concessionnaire est soumis à deux étapes différentes. Le premier est un contrôle purement technique pour l'homologation du véhicule, ensuite il y a une décision administrative qui relève de décision de puissance publique qui consiste à l'autorisation à la mise en circulation sur le réseau routier national. Il y a donc deux phases, l'une technique et l'autre administrative. Depuis peu, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a institué une mesure qui consiste à obliger le nouvel acquéreur à soumettre son véhicule neuf avant son immatri-



Une procédure compliquée en l'absence de normes techniques algériennes.

culat à un contrôle supplémentaire. Cela consiste en un examen pour confirmer la concordance du véhicule avec les spécifications techniques. Donc toutes les mentions, toutes les spécificités inscrites sur la fiche technique du véhicule doivent être vérifiées par l'ingénieur des mines», a-t-il précisé. Par le passé, cette procédure dite de «réception à titre isolé» ne concernait que les véhicules

qui ont subi des transformations. «Si vous changez la source d'énergie d'un véhicule, que vous rouliez à l'essence et que vous passiez au diesel ou si vous installez un kit GPL, vous êtes soumis obligatoirement à une réception à titre isolé.»

L'invité de la Chaîne III reconnaît toutefois que la mise en œuvre d'une telle procédure est aujourd'hui très compliquée du

fait de l'absence de normes techniques algériennes en matière d'automobile.

«Il faudrait avant tout savoir de quelles normes il s'agit. Quelle est la base normative qui nous permet de filtrer les véhicules qui rentrent et qui sont mis en circulation. Nous avons un institut algérien de la normalisation qui produit des normes, cependant il va falloir statuer sur quel choix nous allons nous baser pour filtrer l'accès des véhicules.»

En plus de l'absence de règles strictes, l'Algérie ne dispose pas des moyens matériels pour gérer une telle situation. «Cela nécessite un tissu industriel qui puisse vérifier la conformité par rapport à des normes.

En Europe, il y a des laboratoires qui prennent en charge l'homologation. Ce sont des dizaines de milliers de pièces dont il faut contrôler le fonctionnement. C'est coûteux.»

Idem pour les moyens humains puisque, selon ce responsable, les 125 ingénieurs des mines auront à contrôler annuellement plus de 350 000 véhicules.

T. H.

PRÉPARATIFS DE LA CONFÉRENCE DU GNL 16

12 millions d'euros pour le budget de cette conférence

Hier matin, au siège de la direction de Sonatrach Aval, le ministre de l'Energie et des Mines a donné le coup d'envoi du compte à rebours, au niveau du rond-point cité Jamel, à une année de la tenue de la conférence internationale du GNL qui devra se tenir donc le 18 avril 2010.

Accompagné par le P-dg de Sonatrach et le P-dg de Sonelgaz, M. Chakib Khelil a participé à une réunion du comité local du suivi des préparatifs de la conférence.

Ce comité, présidé par le wali d'Oran et composé de l'ensemble de l'exécutif de la wilaya a choisi le huis clos pour faire une évaluation de l'état d'avancement des préparatifs avec, cependant, un certain nombre de faiblesses qui ont déjà été constatées, comme le soulignera le ministre.

Ce dernier, qui, dans un long préambule, insistera sur l'importance de cette conférence qui accueillera plus de 3 000 personnes, importante pas seulement pour la ville d'Oran mais pour toute l'Algérie, dira que des efforts importants de mise à niveau doivent être menés sur bien des plans, notamment en matière de propreté, de salubrité, d'accueil et transport.

La réalisation du grand centre de convention comportant des palais d'exposition et un auditorium, des salles de réunions est en bonne voie ; il devrait être réceptionné fin 2009

avec un effort plus soutenu pour l'auditorium.

Un terminal aéroport comme extension est également prévu pour per-

mettre d'accueillir quelque 500 passagers par heure, a indiqué le ministre. L'autre projet et non des moindres est la location de 2 car-ferries qui seront au port d'Oran où là aussi, des travaux vont devoir être réalisés d'où la présence hier du ministre des Transports. Ces deux ferries seront loués durant 5 jours pour pallier le déficit

en hôtellerie. Par ailleurs, lors du point de presse tenu en marge de la rencontre, le ministre a indiqué que le budget global du GNL 16 est de 12 millions d'euros avec des bénéfices qui devraient atteindre les 3 millions.

Ces bénéfices seront reversés à des centres universitaires pour financer la recherche. Le min-

istre soulignera encore que la conférence est autofinancée à partir des frais d'inscriptions et d'ajouter que 70% des espaces d'expositions sont déjà loués. Au lendemain de la conférence, c'est une filiale de la Sonatrach qui devrait gérer le centre de conférences.

Fayçal M.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Accord de coopération avec l'Inria

Dans le cadre des relations entre la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technique (DGRSDT) et l'Institut national de recherche en informatique et automatique (Inria), une journée de travail a été organisée pour la mise en place de réseaux de recherche dans le domaine de l'informatique et des recherches appliquées, plus particulièrement dans le domaine de la modernisation et l'exploitation des grandes infrastructures de calcul.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - Cette visite, qui fait suite à la signature d'une convention de coopération entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, vise avant tout à rechercher les meilleurs voies et moyens de mettre en œuvre une stratégie de coopération qui accompagne l'Algérie dans la création d'un centre de recherche scientifique de l'envergure de l'Inria. En effet, au cours de la séance de travail qui a

eu lieu hier au siège de la Direction de la recherche scientifique et du développement, il a été expliqué que l'Algérie ambitionne de se doter d'un centre de recherche digne de ce nom. Au cours de leurs interventions, les représentants des différents organismes nationaux (Cerist, laboratoires de recherche, etc.) ont assuré que l'Algérie dispose des moyens et des équipements nécessaires pour la concrétisation d'un tel projet. Il n'en demeure pas moins que l'apport de l'Inria sera important de part l'expérience cumulée par cet organisme. Il a été mentionné le souhait de voir l'institut français fournir à la partie algérienne le savoir-faire afin de pouvoir dépasser les écueils rencontrés dans d'autres expériences.

Pour ce qui est de l'ouverture d'une antenne de l'Inria en Algérie, les représentants de l'institut français ont soutenu que cette approche mérite une lourde réflexion tant la décentralisation des laboratoires nécessite beaucoup de moyens financiers, notamment en ce qui concerne la prise en charge des chercheurs expatriés. La respon-

sable des relations extérieures de l'Inria a, par ailleurs, mentionné la disponibilité de l'organisme qu'elle représente à assurer la présence de chercheurs dans le cadre des relations bilatérales et du transfert du savoir-faire.

Dans un premier temps, il a été convenu d'essayer d'ouvrir les voies de communication entre les chercheurs algériens et leurs homologues de l'Inria. Les deux parties ont convenu de définir les domaines dans lesquels l'échange peut être fructueux. Par ailleurs, dans le cadre du programme Euromed 3+3 (Algérie, Maroc, Tunisie et France, Espagne Italie), il a été spécifié que plusieurs projets de recherche ont été retenus à l'exemple de l'hydrologie et problèmes inverses, l'archivage et l'indexation intelligente des documents en langue arabe, les métaheuristiques et optimisation incertaines et dynamiques, la modélisation et validation des architectures réseau sur puce ainsi que la robotique pour la réhabilitation des mouvements articulaires simulés et l'assistance.

N. M.

MÉDÉA

Un adolescent tue son père dans un cimetière à Berrouaghia

Un enseignant de 53 ans a été retrouvé, vendredi dernier, gisant dans une mare de sang au cimetière Echchourfa, situé à l'entrée nord de Berrouaghia, dans la wilaya de Médéa.

A l'arrivée des secours, la victime, M. A., demeurant à Berrouaghia, était déjà morte.

Selon des sources proches de l'enquête, le présumé auteur de ce crime serait le fils, âgé de 17 ans, qui l'aurait tué à l'aide d'une pierre.

Toujours selon les mêmes sources, la victime avait emmené son enfant pour assister aux obsèques d'un proche et celui-ci lui aurait demandé d'aller ensemble, après l'enterrement, se recueillir sur la tombe de son grand-père qui se trouve dans le même cimetière.

Arrivés à proximité de ladite tombe, le mineur a cogné son père avec une grosse pierre avant de prendre la fuite. Il sera arrêté quelque temps après.

Selon d'autres sources, le mineur, qui souffrirait de défaillances psychologiques, sera soumis à une expertise psychiatrique pour connaître le mobile de ce parricide.

M. B.